

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule carrières
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLEX

Route de Bagnols
30330 Tresques

Références : 20230424-OM
Code AIOT : 0018100049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2023 dans l'établissement SABLEX implanté au lieu-dit "Devois de l'Estang" sur la commune de Tresques. L'inspection a été annoncée le 20/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est effectuée dans le cadre du suivi d'une mise en demeure et de l'action nationale sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLEX
- Devois de l'Estang 30330 Tresques
- Code AIOT : 0018100049
- Régime : Autorisation

Cette installation est autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°23-004-DREAL du 16 janvier 2023,
- action nationale sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de prescription	Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.5	Lettre préfectorale de suite	Sans objet
2	Respect de prescription	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023, article 1	/	Sans objet
3	Prélèvements autorisés	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1	/	Sans objet
4	Modalités organisationnelles mises en place	Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a effectué les travaux de sécurisation du chemin qui longe la partie Sud et Ouest où se trouvent les fronts.

L'exploitant étant conforme aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°23-004-DREAL du 16 janvier 2023, il est proposé à madame la préfète du Gard de lever la mise en demeure.

Il est vérifié et constaté que l'exploitant respecte les mesures et le suivi de l'arrêté préfectoral de sécheresse dont il fait l'objet, la zone "Cèze aval de sa confluence avec la Claysse jusqu'à sa confluence avec le Rhône" étant au niveau "alerte" le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de prescription

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/11/2009, article 11.2.5
Thème(s) : Autre, Fuite accidentelle de Liquide sur Engin
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une procédure d'intervention devra être établie pour remédier à une fuite accidentelle de liquide sur un engin (avec utilisation de produits absorbants disponibles dans les engins). Les produits récupérés en cas d'accident, ne peuvent pas être rejetés et doivent être éliminés comme les déchets.
Constats : Il est constaté la disponibilité d'un kit antipollution dans la pelle hydraulique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect de prescription

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023, article 1.
Thème(s) : Autre, Éloignement du voisinage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Éloignement du voisinage » de l'arrêté préfectoral n° 09-136N du 30 novembre 2009 visé ci-dessus, indique que « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. (...) »
Constats : Il est constaté le déplacement au-delà des dix mètres du front, du chemin (DFCI). Il est constaté une signalétique « Carrière accès interdit » et une barrière à l'entrée de l'accès depuis la départementale 5. L'exploitant étant conforme aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°23-004-DREAL du 16 janvier 2023, il est proposé à madame la préfète du Gard de lever cette dernière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prélèvements autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements autorisés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.
Constats : L'installation de lavage est couplée avec une installation clarificateur en circuit fermé. Le prélèvement est muni d'un compteur, le relevé est fait de façon quotidienne, l'exploitant a présenté et transmis un tableau de suivi numérique, la consommation est inférieure à 6000m ³ /mois, en deçà de la limite fixée à 8 000m ³ en moyenne mensuelle en niveau d'alerte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Modalités organisationnelles mises en place

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités organisationnelles mises en place
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchées par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement. Ces mesures se substituent à celles de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse. L'information sur les zones d'alerte (sous bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA https://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/ . Le dispositif reste activé jusqu'à l'information officielle de fin de situation de sécheresse.
Constats : L'exploitant a mis en œuvres les mesures d'économie de l'arrêté sécheresse du 5 août 2022, de plus il a affiché l'arrêté et a sensibilisé le personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

